

LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS

Recensement: un prétexte utilisé par l'armée pour lancer une série d'attaque dans l'État Kachin et le nord de l'État Shan. L'armée birmane a utilisé le recensement pour accroître sa militarisation dans les zones contrôlées par l'Armée Indépendante Kachin (KIA) et ses alliés afin de les attaquer. En dépit de preuves accablantes montrant le contraire, le porte-parole du président Thein Sein a déclaré le 11 avril, n'avoir reçu aucune information sur des affrontements dans l'État Kachin. Le 21 avril il a réitéré les déclarations de Naypyidaw en indiquant que l'armée ne s'était battue que pour se défendre. 16 affrontements au moins ont pourtant été comptabilisés entre le 1er et le 29 avril entraînant le déplacement de milliers de civils, victimes de violations des droits de l'homme.

Recensement : non-respect des standards internationaux et harcèlement des Rohingyas.

Le Rapporteur Spécial des droits de l'homme des Nations unies a déclaré que la décision du gouvernement de ne pas autoriser la minorité Rohingya à s'identifier en tant que telle, n'était pas conforme aux standards internationaux. La minorité ne pouvait s'identifier qu'en tant que « Bengalis » (terme péjoratif utilisé pour qualifier les Rohingyas de migrants illégaux venus du Bangladesh).



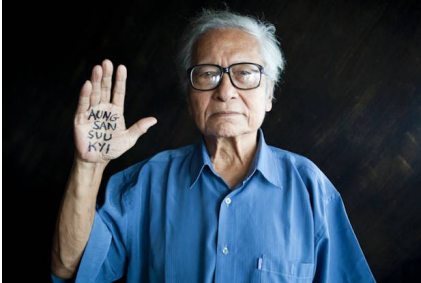
L'armée, la police et les agents d'immigration ont accompagné les enquêteurs collectant les données dans les villages de Rohingyas pour les intimider. Ils ont pris en photo les personnes se déclarant Rohingyas, ont insulté les villageois et ont défoncé les portes et annoté les maisons de certains résidents pour les identifier. Le 22 avril, le directeur général du département de la population a déclaré que le recensement se poursuivrait jusqu'au 10 juin puisque 700 000 « bengalis » avaient refusé de participer car ils ne pouvaient pas s'identifier comme ils le souhaitaient. Le 25 avril le gouvernement a déclaré qu'ils pourraient compléter à nouveau le questionnaire s'ils acceptaient de s'identifier comme Bengalis ou d'ignorer totalement la question, reniant ainsi leurs origines.

Les persécutions contre les Rohingyas en Birmanie comportent des « éléments constitutifs du crime de génocide » a déclaré le 28 avril le Rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de l'homme en Birmanie. S'exprimant lors d'une Conférence à Londres sur la situation des Rohingyas, il a ajouté : « *Il s'agit de crimes contre l'humanité. La possibilité d'un génocide doit être discutée* ».

Mobilisation et indignation du public français contre l'émission Pékin express. Le programme de divertissement tourné en Birmanie, a été vivement critiqué pour avoir passé sous silence la répression à l'encontre de la minorité musulmane Rohingyas et des autres minorités ethniques du pays. Les appels au boycott se sont multipliés sur les réseaux sociaux, entraînant jusqu'à plus de 150 tweet à la minute lors de la diffusion des épisodes. Cette mobilisation massive a incité certains sponsors de l'émission à demander le retrait de leur logo sur le site de M6. Elle a également permis de mobiliser les médias sur ce sujet méconnu.

Zaw Pe, journaliste d'un site d'informations birman condamné a un an de prison pour violation de propriété et pour avoir "dérangé un fonctionnaire". Il s'était rendu au Département de l'éducation de Magway, dans le centre du pays, pour faire le suivi d'un reportage réalisé en 2012 sur un programme de bourses scolaires. Le père d'un étudiant qui l'accompagnait lors de cette visite a également été emprisonné. L'organisation

Reporters sans frontières (RSF) s'est dite "indignée" par la condamnation. En solidarité avec le journaliste et en signe de protestation, plusieurs journaux birmans ont décliné leur Une en noir le 11 avril. 8 autres activistes ont également été arrêtés au mois d'avril pour avoir protesté de façon pacifique.



U Win Tin, journaliste, écrivain et fervent défenseur des droits de l'homme et de la démocratie en Birmanie s'est éteint le 21 avril à l'âge de 84 ans. Il a passé 19 ans en prison de 1989 à 2008. Son combat sans relâche contre l'oppression et la tyrannie de la junte militaire a fait de lui l'un des plus courageux activistes politiques du pays, mais aussi l'un des plus humble et sage. Bien qu'il n'ait pas vu son rêve d'une Birmanie libre et vraiment démocratique se réaliser de son vivant, son engagement inébranlable pour la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie ne sera jamais oublié.

Le gouvernement birman maintient ses relations avec la Corée du Nord. Le 3 avril, une délégation de Corée du Nord s'est rendue en Birmanie pour une visite de 4 jours. Elle a rencontré le ministre des affaires étrangères et le directeur du département politique. Les discussions auraient porté sur les relations bilatérales entre la Corée du Nord et la Birmanie.

LES FOCUS DU MOIS

DANS L'ÉTAT D'ARAKAN, LES ROHINGYAS SONT PRIVÉS DE TOUT

À partir de janvier 2014, des manifestations dans l'État d'Arakan ont été organisées par des extrémistes bouddhistes pour demander le départ des organisations humanitaires accusées d'aider « en priorité les musulmans ». Elles ont conduit à l'expulsion de Médecins sans frontières de l'État d'Arakan en février, mais cela n'a pas suffi aux manifestants bouddhistes qui ont attaqué à la fin du mois de mars, une trentaine de bureaux d'organisations humanitaires à Sittwe, la capitale de l'État d'Arakan.



Les violences ont forcé plus de 1 000 travailleurs humanitaires à cesser leurs activités. 800 000 personnes, majoritairement Rohingyas, dont 140 000 vivent dans les camps de déplacés, se sont ainsi retrouvés sans accès aux services de base et notamment aux soins de santé. En effet, les organisations prenaient en charge 400 consultations médicales d'urgence par mois dans les hôpitaux, mais aussi le soutien psychologique de 15 000 enfants dans les camps de déplacés internes et les traitements médicaux des maladies graves. Elles permettaient également à 50 000 personnes de recevoir des subventions financières.

L'évacuation d'urgence des travailleurs humanitaires et l'interruption de leurs activités ont mis en lumière la dépendance des réfugiés à l'aide humanitaire, enracinée depuis deux ans. La raison principale de cette dépendance est claire : les bénéficiaires de l'aide humanitaire n'ont pas accès à l'un de leur droit les plus basiques : la liberté de mouvement. C'est le cas de près de 800 000 Rohingyas, qui vivent dans les communautés reculées dans le Nord de l'État d'Arakan et qui ne peuvent pas voyager librement de villages

en villages. Ceux qui vivent dans des camps de déplacés internes autour de Sittwe ne peuvent sortir des camps que de façon exceptionnelle et lorsqu'ils obtiennent une autorisation.

Le manque de liberté de mouvement a un impact énorme sur la capacité des populations affectées par les violences à reconstruire leur vie. Les pêcheurs n'ont plus accès à la mer, les paysans n'ont plus accès à leurs terres et les commerçants n'ont plus accès à leurs échoppes. Dans l'impossibilité de reprendre le contrôle sur leurs moyens de subsistance ils ne peuvent rompre avec leur dépendance humanitaire. Le 2 avril, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (UNOCHA) a annoncé que 300 enfants souffrant de malnutrition sévère dans l'État d'Arakan, ne pouvaient plus recevoir de traitement thérapeutique et que 1 300 tonnes d'aide alimentaire étaient nécessaires dans l'État d'Arakan pour réapprovisionner les réserves.

Le porte-parole de l'État d'Arakan a déclaré que les organisations humanitaires pourraient retourner dans l'État d'Arakan si elles bénéficiaient toujours d'un accord d'entente au niveau local. Cela n'est évidemment pas le cas pour un grand nombre d'entre elles « *car les locaux (arakanais bouddhistes) protestent contre elles depuis tout ce temps* ». Le Centre de Coordination des Urgences du régime (ECC) a également déclaré que les agences des Nations unies et les autres ONGs qui opéraient dans l'État d'Arakan ne seraient pas autorisées à y retourner à moins qu'elles fournissent une information détaillée des activités qu'elles planifient d'y mener.

Les États-Unis, le Royaume Uni et les Nations-unies ont appelé le gouvernement birman à autoriser le retour des organisations humanitaires de toute urgence dans l'État d'Arakan et à assurer la sécurité des travailleurs humanitaires et des communautés de la région. Mais le gouvernement birman continue de bloquer l'aide humanitaire. Le 23 avril, MSF, Malteser International et 12 des 23 agences des Nations Unies n'avaient toujours pas été autorisés à reprendre leurs activités.



L'ensemble des activités humanitaires et de développement doivent reprendre de toute urgence. Sur le long terme, le gouvernement birman et les agences d'aide internationales doivent regarder de plus près les problématiques liées la liberté de mouvement, à la citoyenneté, aux moyens de subsistances et au développement pouvant bénéficier à toutes les communautés.

À PARIS, AUNG SAN SUU KYI MET EN DOUTE L'ENGAGEMENT DÉMOCRATIQUE DU GOUVERNEMENT BIRMAN

Aung San Suu Kyi, en visite à Paris, a critiqué le manque de volonté de Thein Sein et de son gouvernement à engager une réforme constitutionnelle. « *Le fait que le Président ne montre aucune intention de soutenir l'amendement de la constitution constitue un point de sérieuse préoccupation pour nous* », a déclaré Aung San Suu Kyi durant une conférence de presse conjointe avec Laurent Fabius.

La constitution de 2008 privilégie les militaires, en leur réservant 25% des sièges au Parlement. D'autres clauses sont vivement critiquées, comme celle qui empêche Aung San Suu Kyi de devenir présidente du pays. « *S'il est vraiment sincère dans son élan de réformes démocratiques, Thein Sein devrait être en faveur d'un amendement de la constitution puisque celle-ci institutionnalise la place des militaires dans la vie politique du pays* »

De son côté, François Hollande a affirmé le soutien de la France à Aung San Suu Kyi. « *La France est aux côtés du peuple birman pour que les réformes qui ont été promises puissent être traduites dans les meilleurs délais. Nous agissons avec nos partenaires européens, mais nous sommes très attentifs et même préoccupés dès qu'il y a une barrière, un obstacle qui est mis sur la route de la démocratie* », a-t-il déclaré.

Aung San Suu Kyi a de nouveau fait valoir que la Birmanie n'était pas une démocratie : « *La Ligue Nationale pour la Démocratie n'a, par aucun moyen, achevé ce que nous essayons de faire depuis 30 ans* ». Elle a mis en lumière la nécessité de surmonter « *les suspicions qui existent depuis longtemps entre les ethnies et le manque de confiance entre les différentes communautés* ». Ils représentent pour elle, des obstacles au changement démocratique, le gouvernement doit donc jouer un rôle majeur pour résoudre ces problèmes.



« *En tant qu'opposition nous avons notre rôle à jouer mais nous ne sommes que l'opposition, pas le gouvernement. Et une question doit être posée très sérieusement : est-ce que le gouvernement fait ce qu'il faut pour résoudre ce problème? Est-ce qu'il prend ses responsabilités ?* ». Aung San Suu Kyi a averti que la réponse donnée par le gouvernement à ces problèmes, influencera le résultat des élections prévues fin 2015. Elle a appelé le Président Thein Sein à résoudre ces problèmes non pas en 2015, mais avant 2015, ainsi « *le processus de changement dans notre pays prendra la bonne direction* ».

Aung San Suu Kyi a enfin exhorté la communauté internationale à ne pas se contenter des apparences pour juger le processus de réforme en Birmanie, mais à aller « *plus loin que la surface* ».

LES CHIFFRES DU MOIS

En avril, une semaine de combats intenses près de camps de déplacés dans l'État Kachin et le nord de

l'État Shan ont forcé près de **3 000** civils à prendre la fuite, certains

pour la **2ème** ou la **3ème** fois.

Les affrontements récents ont conduit au total **5 000** personnes à fuir dont **1 000** enfants.

